

Motion Graziella Schaller et consorts – Soumettre la cigarette électronique au même cadre légal que les produits du tabac

Texte déposé

Cadre légal

La cigarette électronique est apparue sur le marché en 2006, et demeure sans cadre légal propre.

Sur le plan fédéral, ce produit est assimilé à un objet usuel dans le cadre de la Loi sur les denrées alimentaires (LDAI). Seules les cigarettes électroniques sans nicotine sont autorisées à la vente, mais l'importation de cartouches de nicotine est autorisée à usage privé.

Sur le plan cantonal, la législation vaudoise ne s'applique pas à la cigarette électronique, que ce soit l'interdiction de vente aux mineurs (LEAE), l'interdiction de publicité sur le domaine public (LPR) ou l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIFLP).

A l'heure actuelle, dans le canton de Vaud, aucune loi n'empêche donc la vente de cigarette électronique aux mineurs, ni sa publicité, ni son utilisation dans les lieux publics. Elle échappe pratiquement à toute mesure de contrôle.

Risques et utilité de la cigarette électronique

Si la cigarette électronique, en particulier avec nicotine, peut se révéler utile comme aide au sevrage tabagique chez les fumeurs, les études de toxicité montrent que la vapeur de cigarette électronique contient des agents irritants et cancérigènes, même si en moindre quantité que la fumée de cigarette conventionnelle. Même si les experts concluent en général que la nocivité de cette cigarette est moindre que celle de la cigarette conventionnelle, son utilisation peut entraîner une irritation des voies respiratoires à court terme, et ses effets nocifs sont inconnus à long terme.

Chez les jeunes, la cigarette électronique représente souvent la première expérience de produit à inhaler, et il est reconnu que son usage augmente pour eux le risque de devenir fumeur de cigarettes. En Suisse, l'utilisation de la cigarette électronique est la plus élevée chez les jeunes de 15 à 19 ans.

Nécessité d'adapter le cadre légal

- Les mineurs sont particulièrement affectés par la situation actuelle, puisqu'ils ont libre accès à un produit nocif et que son usage les expose à un plus grand risque de devenir fumeurs.
- Les personnes de tous âges exposées passivement à la vapeur de cigarette électronique inhalent des particules fines et de la nicotine, dont la nocivité à long terme est encore inconnue.
- L'ambiguïté de la situation actuelle pose des problèmes pour respecter la Loi sur l'interdiction de fumer dans les espaces publics. Face à cette confusion et à la difficulté de faire la distinction entre cigarette électronique et conventionnelle, certaines entreprises ont déjà pris l'initiative de soumettre la cigarette électronique aux mêmes règles que la cigarette conventionnelle.

La présente motion vise à soumettre la cigarette électronique au même cadre légal que les produits du tabac.

Cette révision concerne en particulier la Loi sur l'exercice des activités économiques (LEAE), la Loi sur les procédés de réclame (LPR) et la Loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIFLP).

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

*(Signé) Graziella Schaller
et 32 cosignataires*

Développement

Mme Graziella Schaller (V'L) : — Pourquoi soumettre la cigarette électronique au même cadre légal que les produits du tabac ? Si la cigarette électronique peut se révéler utile comme aide au sevrage, pour les fumeurs, elle est aussi une porte d'entrée vers le tabagisme, pour les jeunes. Avec l'e-cigarette, les jeunes ont un libre accès à un produit nocif. Pour eux, c'est souvent le premier produit à inhaler et il est prouvé que cet usage augmente le risque de devenir fumeur de cigarettes conventionnelles.

Que contient la e-cigarette ? Du liquide contenant un arôme, chauffé pour produire de la vapeur. Ce n'est donc pas uniquement de la vapeur qui est inhalée, mais également des particules fines dont on ne connaît pas la nocivité. La e-cigarette n'étant pas considérée comme du tabac, elle est en vente libre et les mineurs peuvent l'acheter facilement. Elle entre dans le champ d'application de la Loi sur les denrées alimentaires (LDAI). Toutefois, il faut être conscients que la vente des cartouches de liquide contenant de la nicotine, même illégale, est très répandue et connue. Ces cartouches à la nicotine sont même souvent offertes à l'achat d'une e-cigarette. D'ailleurs, la moitié des vapoteurs inhalent des liquides qui contiennent de la nicotine.

Aujourd'hui, ni la législation vaudoise sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics ni la Loi contre le tabagisme passif ne s'appliquent à la e-cigarette. Cette absence de cadre légal met en danger les mineurs et les personnes exposées passivement à la vapeur et aux particules fines.

La motion demande d'assimiler, au plan légal, la e-cigarette aux produits du tabac, ce qui permettrait d'être plus efficace dans la prévention du tabagisme chez les jeunes ainsi que de procéder à une clarification administrative pour les pouvoirs publics comme pour les privés. Ce serait d'ailleurs cohérent, puisqu'elle est souvent utilisée avec de la nicotine qui est extraite du tabac.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.